

La "cagnotte" pour inciter à l'assiduité scolaire dans les lycées crée la polémique

Avis de polémique. Elle touche le haut-commissaire à la jeunesse, Martin Hirsch, ricoche sur le ministre de l'éducation, Luc Chatel, en passant par le recteur de Créteil, Jean-Michel Blanquer. L'orage a été déclenché par l'annonce d'une "*expérimentation*" consistant à encourager l'assiduité de lycéens professionnels au moyen d'une "cagnotte", qui sera destinée à financer certains projets éducatifs collectifs.

Particularité inédite : les protestations proviennent de tous les horizons politiques, syndicaux et associatifs de l'éducation. Aussi limitée soit-elle, le recours à une incitation financière dans le cadre scolaire choque des milieux très différents.

Qui se serait douté qu'un des 165 projets rendus publics le 16 juillet dernier par le Haut-Commissariat à la jeunesse, dans le cadre du Fonds d'expérimentations pour la jeunesse, ferait autant de bruit ? Il est vrai que l'annonce était des plus sobres et tient en une ligne dans la liste : "*Académie de Créteil, lutte contre l'absentéisme scolaire*".

"PROJET ÉDUCATIF"

Le contenu a été révélé par *Le Parisien* du 2 octobre, sous le titre "De l'argent pour les bons élèves". Pour lutter contre l'absentéisme, trois lycées professionnels de l'académie de Créteil vont expérimenter à partir du 5 octobre, dans certaines classes, la mise en place d'une cagnotte collective pour financer un "*projet éducatif*" défini avec les élèves. Si les lycéens respectent les engagements pris en termes d'assiduité et de comportement, cette somme, d'abord fixée à 2 000 euros, sera abondée tout au long de l'année, jusqu'à pouvoir atteindre un maximum de 10 000 euros. Elle pourra être consacrée à financer des projets du type passage du permis de conduire ou voyage scolaire.

Selon les précisions données le 2 octobre par le rectorat, environ 150 élèves sont concernés dans trois établissements volontaires : les lycées Lino-Ventura à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), Gabriel-Péri à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) et Alfred-Costes à Bobigny. Cette expérimentation sera évaluée par l'Ecole d'économie de Paris et pourrait être étendue, si elle fait ses preuves, à 70 classes (soit environ 2 000 élèves en 2010-2011).

Le rectorat se défend de vouloir acheter la présence des élèves. "*Notre expérimentation est aux antipodes de l'individualisme consumériste !*", a déclaré le recteur Blanquer dans *Le Parisien*. *Elle est à la fois collective et responsabilisante : c'est la présence de tous qui contribue au succès de tous.*" Le recteur se démarque d'une expérience menée depuis 2008 au Royaume-Uni, où environ 200 000 élèves de familles défavorisées sont payés de 11 à 33 euros par semaine pour aller en cours.

Cette affaire "*a été un peu montée en épingle*", a confié au *Monde* Luc Chatel, qui ne désavoue ni le recteur de Créteil ni le fond du projet, mais souligne que "*des centaines d'expérimentations sont en cours dans les lycées*". Pour le ministre "*il faut arrêter de dire qu'on donne de l'argent aux élèves, car on finance un projet de classe collectif*". "*Le gouvernement, insiste-t-il, a décidé de lancer la guerre contre l'absentéisme et le décrochage scolaire. C'est une expérimentation sur un nombre limité d'établissements. On verra bien si ça marche.*" Et Martin Hirsch s'est exprimé dans le même sens.

Ces explications n'ont pas enrayé les protestations. Pour Jean-Jacques Hazan, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), classée à gauche, c'est une *"perversion du sens de l'école"* que de vouloir *"régler par l'argent un problème d'éducation"*. La Fédération des Parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), classée à droite, s'est déclarée par la voix de son président, Philippe Vrand, *"très réservée et même un peu inquiète"* : *"On ne veut pas, a-t-il dit, que l'argent soit le levier pour motiver les élèves."* Le président socialiste du conseil régional d'Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, s'est inquiété de *"risques de graves dérives "*. Le Snalc (syndicat national des lycées et collèges, "apolitique") dénonce un *"scandale"* mais l'attribue à *"l'idéologie de "l'élève au centre" "*. Pour l'association SOS Education, d'inspiration libérale, ce projet *"non seulement naïf, mais aussi immoral"*, est un *"véritable camouflet aux professeurs"*.

Luc Cédelle - LE MONDE - 03.10.09